

Burundi : Pour la première fois la CNIDH dénonce les conditions « inhumaines »

RFI, 14/10/2023 Burundi : la CNIDH dénonce les conditions de détention dans le plus grand commissariat de Bujumbura Au Burundi, la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH), considérée par la société civile indépendante et les ONG des droits de l'homme comme très proche du pouvoir, vient pour la première fois de faire un coup d'éclat il y a deux jours. Elle a dénoncé dans une série de messages sur X, les conditions de détention dans le plus grand commissariat de Bujumbura, qu'elle qualifie de « inhumaines ».

Ce ne sont pas moins de 360 personnes sans aucun dossier, dont une quarantaine de femmes, certaines avec des bébés de moins de trois ans, qui sont entassés dans un cachot d'une capacité d'accueil de 46 détenus, selon certains depuis plus d'un mois. Et ils n'ont à leur disposition qu'une toilette d'aj rempli et un seul robinet s'écoulant à l'eau courante», précise la commission des droits de l'homme, qui dénonce des « conditions inhumaines et dégradées de détention » dans un de ses messages sur le réseau X. Plus surprenant, la CNIDH a dit « Burundi n'a pas hésité à confier au commissaire de police de Bujumbura, le lieutenant-colonel Jacques Nijimbere d'avoir refusé de libérer ses prisonniers malgré plusieurs interventions dont celle du procureur général de la République, Léonard Manirakiza, en personne, alors que la police est censée être sous les ordres du parquet. Bras de fer entre l'Intérieur et la Justice Le président de la CNIDH n'a pas voulu commenter, mais un haut gradé de la police nous a assuré qu'ils avaient reçu des ordres de ne pas suivre les ordres des magistrats, « parce que le ministre de l'Intérieur accuse la justice de relâcher systématiquement les criminels qui leur sont confiés ». « Ce sera au chef de l'État de trancher ce bras armé entre le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité et la ministre de la Justice », a estimé cette source.